

VERDICT DANS L'AFFAIRE SAIDAL

Condamnation confirmée contre les patrons de Biotic et Solupharm

Mis en délibéré sous huitaine, le verdict de l'affaire Saidal a été rendu hier en début de matinée. Ainsi, la cour d'appel d'Alger a confirmé la peine de sept années de prison ferme prononcée en première instance le 7 mars dernier par le tribunal d'Alger contre deux ex-directeurs généraux de Biotic (filiale de Saidal), Zaouani Rachid, et de Solupharm (entreprise privée), Benmachiche Faouzi.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - La même instance a également condamné de dix-huit mois à cinq ans de prison ferme treize autres mis en cause dans cette affaire, dont certains ont été acquittés en première instance. Ces derniers ont été condamnés, notamment, pour dilapidation de deniers publics et trafic d'influence.

La dilapidation de deniers publics a porté «préjudice» au groupe Saidal ainsi qu'à ses filiales Biotic et Pharmal, selon le prononcé du jugement. Pour rappel, le tribunal de première instance de Sidi M'hamed (Alger) avait condamné le 7 mars 2012 Zaouani Rachid et Benmachiche Faouzi à sept ans de prison ferme et à un million de dinars d'amende cha-

cun. Six autres inculpés, Hocine Mokhtari, Zoubir Smaïl, Chaoui Abdelaziz, Snina Lakhdar, Smadji Louanes et Aoun Ali (ancien P-dg du groupe Saidal), ont été condamnés, quant eux, à des peines allant de dix-huit mois à cinq ans de prison ferme.

Le tribunal de Sidi M'hamed a également prononcé un dédommagement au profit de la filiale Biotic et du groupe Saidal d'un montant de 200 millions de dinars et 100 millions de dinars à la filiale Pharmal.

Selon l'ordonnance de renvoi, l'affaire remonte à l'année 2011, lorsque l'Inspection générale des finances, lors d'une mission au niveau des deux filiales du groupe Saidal, avait découvert «une passation de contrats industriels avec



Photo : Samir Sid

des entreprises privées en violation de la loi et portant préjudice aux filiales Biotic et Pharmal du groupe Saidal».

Lors du procès en appel, le procureur général près la cour d'Alger avait requis l'aggravation des peines prononcées à l'encontre des accusés sans toutefois

préciser le nombre d'années d'emprisonnement que ces derniers encourent. Selon les investigations de la section économique de la police judiciaire, la filiale Biotic de Saidal représentée par son directeur général Rachid Zaouani avait «conclu en 2003 un contrat de façonnage (prestation de servi-

ce rémunérée) avec l'entreprise privée Solupharm gérée par Benmachiche sans respecter les conditions exigées par la loi dans de tels contrats».

Conformément à ce contrat, l'entreprise Solupharm, en sa qualité de demandeuse du service, était appelée à fournir la matière première du médicament à Biotic qui devait, à son tour, la façonner sous forme de médicament en utilisant ses propres moyens techniques. Cependant, le directeur général de Biotic avait façonné le médicament au profit de Solupharm en utilisant la matière première du groupe Saidal alors que les conditions légales exigent que la matière première soit fournie par la partie ayant sollicité le service. Lors du procès en appel, les avocats de la défense ont plaidé l'acquiescement arguant que leurs clients «n'ont pas enfreint la réglementation en vigueur», bien au contraire «le contrat conclu entre Biotic et Solupharm a fait améliorer le chiffre d'affaires de Saidal de 70%».

A. B.

AU CŒUR D'UN SCANDALE EN ALGÉRIE

Le chantage de Sanofi

Secoué par un scandale de surfacturation de la matière première importée et un autre de vente à perte de produits finis, Sanofi sort de son mutisme. Dans une lettre publiée hier par TSA, le vice-président en charge de la région intercontinentale de ce géant français de l'industrie pharmaceutique, M. Antoine Ortol, a menacé de suspendre les investissements du groupe en Algérie s'il n'y a pas «compréhension» de la part des autorités algériennes.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - M. Ortol a rappelé que Sanofi compte construire «un complexe industriel situé au sein du Technoparc de Sidi-Abdellah et regroupant une usine de production et un centre de distribution doté des techniques les plus modernes de gestion d'entrepôts en est un exemple éloquent. Ce complexe industriel permettra de produire 80 % des volumes distribués en Algérie. C'est un projet de 6,6 milliards de dinars algériens ; il est majeur pour le groupe et serait le plus gros investissement industriel de la décennie». Il n'écarter néanmoins pas la possibilité d'abandonner ce projet : «De

tels investissements ne sont possibles que si nous pouvons exercer notre métier et nos activités dans un climat de confiance, de dialogue, d'écoute et d'équité.»

Les liens de confiance entre les autorités algériennes et Sanofi ont été rompus à cause de pratiques frauduleuses reprochées au laboratoire français : surfacturation des matières premières importées, transfert illicite de devises à l'étranger. La justice algérienne avait établi la responsabilité de Sanofi-Aventis Algérie, filiale locale de la multinationale française, condamnée en première instance à une amende de 200 millions d'euros et la responsabi-

lé de son directeur général, M. Thierry Lefebvre, condamné, lui, à une année de prison avec sursis.

Ainsi, M. Ortol a tenté de justifier les agissements de cette filiale. Il remet en cause les PV établis par les Douanes algériennes et souligne que la valeur facturée par le fournisseur était exactement celle autorisée par le ministère algérien de la Santé : «La première affaire concerne une importation de matières premières pour la fabrication d'un médicament contre le diabète, Amaryl (...). Une erreur de manutention, lors de l'expédition depuis l'Allemagne, a conduit à apposer sur la déclaration d'exportation de cette matière première un document indiquant une valeur statistique qui n'a rien à voir avec la valeur de la matière. Alertés par cette différence de valeurs, les services des Douanes algériennes ont crû relever une anomalie et ont soupçonné une tentative d'évasion de capitaux de la part de Sanofi-Aventis Algérie.»

Dans le même contexte, M. Ortol a anticipé sur la «philanthropique» commercialisation du Taxotere, produit anticancéreux essentiel qui était en rupture à la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH) et dont le ministère de la Santé accuse Sanofi-Aventis Algérie de faire dans la concurrence déloyale en le vendant à perte : «Compte tenu de la gravité et de l'urgence d'une telle situation pour les patients concernés, nous avons fait un effort logistique et commercial afin de livrer ce médicament dans les meilleurs délais (...) Comment peut-on nous reprocher de vendre moins cher un médicament à la PCH et donc au final aux patients ?»

Et d'insister : «Nous n'acceptons donc absolument pas les faits qui sont reprochés à notre dirigeant ou à notre groupe et nous avons bien sûr fait appel au jugement de première instance qui a condamné Thierry Lefebvre et notre entité légale en Algérie.»

L. H.

ARCELORMITTAL EL-HADJAR

Joe Kazadi : «Nous ne renonçons pas à exercer nos droits»

Après le retour à une situation normale au sein du complexe d'ArcelorMittal d'El Hadjar avec l'évacuation des partisans de l'ex-secrétaire général du syndicat d'entreprise, Aïssa Menadi, le directeur général Joe Kazadi a adressé un message aux travailleurs pour leur expliquer le point de vue de l'employeur sur la situation.

Le directeur général du complexe, qui a repris normalement ses activités depuis jeudi, estime dans ce document, dont une copie a été adressée au *Soir d'Algérie*, qu'«au plan managérial, nous continuerons à agir en toute conformité avec les lois et règlements en vigueur qui régissent le fonctionnement de toute entreprise». Pour le DG d'ArcelorMittal

El Hadjar, ces perturbations ont eu lieu «au mépris des règles et procédures légales». Ceci pour démontrer que l'employeur, loin des pressions auxquelles on veut le soumettre, «ne renonce pas à exercer (ses) droits, bien plus, nous les faisons tous valoir». Revenant sur les troubles qui ont marqué l'usine depuis le 20 mai 2012, le premier responsable de la filiale algérienne du géant mondial de la sidérurgie soulignera que cette situation «n'a pas empêché le fonctionnement normal de nos installations et de nos activités en général. Ceci traduit un niveau élevé de conscience et de responsabilité de notre ligne managériale ainsi que de l'ensemble de nos salariés».

Il réaffirme dans le même document sa disposition au dialogue social. Joe Kazadi insistera à ce sujet sur un «dialogue constructif et

responsable, s'inscrivant dans la légalité et dans le respect réciproque entre parties». Cependant, dans le même document, il est fait état de la perte de deux journées de production du fait des perturbations.

Ce qui se traduirait par un manque à gagner de deux millions de dollars, sachant que le gain d'une journée est estimé à un million de dollars. Ce qui vient «pénaliser encore notre résultat», affirme Joe Kazadi. D'où son appel à redoubler d'effort pour atteindre les niveaux fixés par l'entreprise.

En conclusion, le directeur général d'ArcelorMittal El Hadjar s'est dit «très sensible à l'attitude positive adoptée par la majeure partie de nos salariés face à ces événements», salariés qu'il tient à remercier.

A. Bouacha

M'SILA Quatre morts et deux blessés dans un grave accident

Quatre personnes d'une même famille sont mortes dans un grave accident de la route qui s'est produit samedi matin sur la RN45, à 30 km au nord de la ville de M'sila dans la région de Maâza. Il s'agit d'une collision frontale entre un véhicule léger de marque Xara, à son bord sept membres d'une même famille originaire de la ville de M'sila, et un camion de marque Hyundai transportant de la volaille.

La grand-mère, M. B., âgée de 63 ans est décédée sur le coup. Quant aux trois autres victimes, à savoir une femme N. S. âgée de 36 ans, et ses deux enfants, Gh. Y. 14 ans et un bébé de 12 mois Gh. B. qui n'ont pu supporter l'ampleur du choc, elles ont rendu l'âme à l'hôpital Bouzidi de la ville de Bordj Bou-Arréridj où elles ont été évacuées par les éléments de la Protection civile, selon le capitaine Ali Dahmane, chargé de la communication.

Le conducteur quant à lui, âgé de 43 ans transféré à l'hôpital Zehraoui de M'sila où il a subi une intervention chirurgicale, est dans un état critique. Fort heureusement, le cas de sa fille est loin d'être inquiétant, selon le chirurgien M. Med S. qui les a opérés.

Les services de la Gendarmerie nationale ont ouvert une enquête pour déterminer les circonstances de ce tragique accident.

A. Laïdi